

<p style="text-align: center;"><b>Plan d'action national</b> <b>« Modes de Production et de consommation durable »</b> <b>Résumé</b></p>
--

A l'instar de plusieurs pays à l'échelle mondiale, le Maroc est confronté à de nombreux défis environnementaux : la désertification, la dégradation des sols, le changement climatique, la détérioration de la biodiversité, la pollution des ressources en eau et leur raréfaction, la pollution de l'air, etc. Ces défis s'amplifient et s'intensifient par des modes de consommation et de production non durables, axées sur une utilisation inefficace des ressources et générant des déchets impactant négativement les ressources naturelles, dont celles non renouvelables.

L'environnement naturel au Maroc est riche, diversifié mais fragile. D'après l'Atlas de l'empreinte écologique et de la biocapacité des pays membres de la francophonie, le Maroc accueille la plus grande concentration de biodiversité marine et la seconde plus grande concentration de biodiversité terrestre de la région méditerranéenne. Cependant, l'empreinte écologique s'est alourdie au Maroc passant de 1 à 1,47 hectare global (hag) par habitant entre 1999 et 2010 alors que la biocapacité par habitant (surface productive disponible) a, pour sa part, diminuée de 25 % depuis 1960, passant de 1,14 à 0,86 hag.

Face à ces défis, le Maroc a mis en place un certain nombre de stratégies, politiques, plans et programmes et une législation environnementale. Toutefois, l'évolution des modes de consommation et de production non durables nous oblige à repenser les chaînes d'approvisionnement et le cycle de vie des produits. Cela exige des changements fondamentaux dans la façon dont les investissements économiques sont réalisés, les ressources naturelles sont extraites et la façon dont les produits sont fabriqués, commercialisés et distribués, utilisés et mis à disposition de chaque citoyen.

Le processus d'élaboration d'un plan d'action national sur les modes de consommation et de production durable intervient à un moment où le Maroc connaît un dynamisme sans précédent en matière de développement durable. En effet, la **nouvelle constitution** du Pays (2011) consacre le développement durable en tant que droit pour tous les citoyens marocains et accorde une place de choix à la participation de la société civile dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques.

L'adoption de la **Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable**, lors de la 7<sup>ème</sup> session du Conseil national de l'environnement en 2011, a permis au Maroc de redoubler d'effort en faveur de l'environnement et du développement durable. **Une Loi-cadre n°99-12** a été publiée au Bulletin Officiel du 20 mars 2014. Ladite loi-cadre a été préparée en concertation avec tous les départements ministériels, les opérateurs économiques et sociaux, la société civile et les universitaires.

**La stratégie Nationale de Développement Durable** (2015-2030) qui répond aux engagements internationaux du Maroc en matière d'environnement, définie sept enjeux, que le pays doit adopter pour aboutir à un développement durable et qui sont à décliner au niveau des régions, à savoir :

(i) consolider la gouvernance du Développement Durable, (ii) réussir la transition vers une économie verte, (iii) améliorer la gestion et la valorisation des

ressources naturelles et renforcer la conservation de la biodiversité, (iv) accélérer la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre les effets du changement climatique, (v) accorder une vigilance particulière aux territoires sensibles, (vi) promouvoir un développement humain et réduire les inégalités sociales et territoriales, et (vii) promouvoir une culture du développement durable.

Ainsi, les plans d'action MCPD au niveau national s'inscrivent dans le processus d'opérationnalisation de l'enjeu 2 de la SNDD « **Réussir la transition vers une économie verte** ».

Le processus d'élaboration des plan MCPD pour le Maroc a permis de réaliser une analyse croisée des modes de production et de consommation et de déboucher vers l'élaboration d'un Plan Cadre National et deux plans d'actions sectoriels.

- 1. Analyse des modes de productions :** état des lieux des secteurs, tendances de développement, pressions environnementales et impacts sur les ressources naturelles, intégration de l'environnement dans les politiques sectorielles et bonnes pratiques en matière de production durable. Cette analyse a permis de dresser la situation des modes production à travers l'analyse des 10 principaux secteurs économiques au Maroc : agriculture, pêche, foresterie, énergie, industrie, artisanat, mines et carrières, tourisme, construction et transport.

L'analyse montre que les deux secteurs les plus dynamiques sur le plan économique et les plus impactant sur l'environnement sont l'agriculture et la construction. En effet, l'analyse comparative montre, que si le secteur agricole représente 14% du PIB national et 43% des emplois, il est le premier consommateur des ressources en eau (85%) et arrive en seconde position avec une contribution aux émissions de GES globales entre 18,7 et 24%, alors que les émissions des autres secteurs (industrie, foresterie et déchets) contribuent à hauteur de 17% des émissions globales.

En terme de développement, les investissements dans le secteur du BTP sont passés de 49.1 MMDH à 139.6 MMDH, soit une hausse globale de 184% entre 2000 et 2013. Ces investissements, qui sont en majorité liés à la construction de logement, représentent 53% de l'ensemble des investissements du pays. Cependant, le secteur de la construction est très énergivore avec environ 36% de la consommation énergétique totale du Maroc dont 29% pour le résidentiel et 7% pour le tertiaire. Il représente également 11,44% des émissions de GES nationales. En termes de pollution, le secteur de la construction rejette 6,98 millions de tonnes par an de Déchets et 800 millions de m3 de rejets d'eaux usées urbaines.

- 2. Analyse des modes de consommation :** répartition des dépenses des ménages ; analyse par poste de dépense ; bilan carbone du consommateur marocain ; gestion des déchets. Cette analyse de la répartition des dépenses des ménages montre toutefois que les deux principaux budgets sont consacrés à l'alimentation avec 34,5% en 2012 et l'habitation et le logement avec 25% des dépenses.

Une évaluation indicative du bilan carbone d'un ménage de 6 personnes au Maroc serait de 0.10 tonnes de CO2 si nous considérons les hypothèses suivantes pour un marocain de la classe moyenne : il dispose d'une

voiture diesel d'une motorisation entre 1.2 et 1.6l ; il a un mode alimentaire varié et ne mange pas bio ; a un mode d'habillement moyen.

3. Un axe transversal a concerné **l'analyse de la fin de vie des produits** à travers les modes de gestion des déchets au Maroc, de la collecte à la valorisation. Le coût du non-traitement des déchets au Maroc représente 3,7% du PIB.

Les déchets ménagers sont constitués par plus de 60% de matières organiques caractérisés par une forte humidité (70%), et 40% de matières susceptibles d'être recyclés. Et pourtant, le recyclage des déchets ménagers est actuellement très limité et organisé de manière informelle. Selon le MdE, la quantité de matières recyclées en 2011 a été estimée à 500 000 T/an soit environ 10% de la totalité des déchets produits (verre, papier-carton, plastique et métaux) seraient concernés.

Or, la problématique des déchets ne cessera d'augmenter dans les années à venir, soit à cause de la croissance de la population, soit à cause des modes de consommation qui s'appuieront d'avantage sur les emballages et sur une utilisation non efficace des produits par les consommateurs finaux. En plus, les politiques de marketing des entreprises et des secteurs de production, participent au développement d'un esprit de « surconsommation » conduisant ainsi à une « surproduction » des déchets ménagers.

#### 4. Elaboration d'un Plan National Cadre MCPD

Sept orientations stratégiques ont été définies à partir des forces et faiblesses relevées sur la base de l'étude diagnostique et qui permettront de disposer d'un cadre de référence et d'actions en matière de promotion des MCPD.

- *Anticiper les mutations économiques et les modifications de comportements liées à la transition écologique*
- *Encourager les entreprises nationales à s'engager dans un processus de production durable* **Error! Bookmark not defined.**
- *Soutenir le développement des filières vertes*
- *Encourager une approche d'économie circulaire et sobre en carbone*
- *Mettre en place des systèmes d'éco-labellisation et de certification environnementale*
- *Promouvoir des modes de consommation éco-responsables*
- *Elaborer des programmes d'information et de sensibilisation*

#### 5. Elaboration de deux plans d'action sectoriels

##### **Plan d'action sectoriel « Agriculture et alimentation durable »**

La durabilité fait l'objet du sixième fondement du Plan Maroc Vert à travers l'adoption de mesures d'intervention adaptative les plus efficaces et les plus économiques tout en accordant une attention particulière à la sauvegarde des ressources naturelles pour une agriculture durable.

Les six axes stratégiques formulés dans le plan d'action permettront de promouvoir de renforcer la politique agricole marocaine et la mise en place d'instruments et mécanismes pour le développement d'une agriculture durable et la sensibilisation des consommateurs pour une alimentation plus respectueuse de l'environnement :

- Amélioration de l'efficacité et de la durabilité des ressources à travers les pratiques durables de production
- Intégration du changement climatique (atténuation et adaptation) dans les pratiques de production agricoles
- Promotion de l'économie circulaire visant à optimiser les flux de matière et d'énergie dans les chaînes de production et de consommation
- Renforcement des compétences et amélioration de l'employabilité et l'entrepreneuriat verts dans les différents maillons du système alimentaire
- Développement des instruments de certification, labellisation bio et d'éco-labellisation
- Promotion des modes d'alimentation durable et de lutte contre le gaspillage

#### **Plan d'action sectoriel « Eco-construction et bâtiment durable »**

La mise en œuvre du plan d'action et 5 axes stratégiques ci-dessous devraient permettre de promouvoir une approche globale d'éco-conception des bâtiments au Maroc et le développement progressive d'un parc public et privé de bâtiments durables.

Les axes stratégiques concernent l'ensemble des acteurs et parties prenantes concernés par le secteur de la construction et du bâtiment. Elles doivent être appliquées aux différentes phases du processus : aux opérations, aux projets, aux chantiers et à la prise en main des habitants ou usagers.

- Prise en compte de l'efficacité des ressources dans la conception architecturale
- Conception de bâtiments sobre en carbone et résilients au climat
- Amélioration de l'environnement interne
- Développement de dispositifs d'accompagnement
- Renforcement des capacités des parties prenantes

Cependant et afin d'assurer cette transition vers une économie verte, l'ensemble des secteurs de production devraient faire l'objet de plans d'actions sectoriels MCPD.